L'ABEILLE.

PAR BULLIT BULLEN & MAGNE.

No. 81 RUE CHARTRES.

NOUVELLE ORLEANS:

MERCREDI MATIN, 22 MARS 1839

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

HENRY CLAY,

DU KENTUCKY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

MEXIQUE.

Nouvelles importantes.

Les goélettes Watchman et Balmac, sont arrivées hier venant de la Vera-Cruz d'où elles sont parties le 10 courant. Elles portent la nouvelle qu'un traité de paix a été conclu le 9 entre l'Amiral Baudin, de la part de la France et Don Manuel Gorostiza et le général Guadalupe Victoria, de la part du Mexique (par l'médiation de M. Packenham.) Il paraît qu'on a envoyé un exprès de Mexico pour en obtenir la ratification.

OFFICIEL.

Monsieur C. E. David, consul de France à la Nlle. Orléans, heureux de pouvoir le plus tôt possible annoncer au commerce une nouvelle qui lui sera sans doute agréable, vient de nous communiquer l'extrait suivant d'une dépêche de Monsieur le Vice-Amiral Baudin.

Le 9 au soir l'amiral Baudin a signé à la Vera Cruz avec les ministres plénipotentiaires mexicains, Don Manuel Gorostiza et le général Guadalupe Victoria, une convention et un traité de paix.

M. Gorostiza est parti le 10 au matin pour Mexico afin d'obtenir du congrès la ratification de ces deux actes.

Les plénipotentiaires mexicains ont demandé une armistice de 15 jours lequel leur a été accordé par l'amiral qui a eut d'ailleurs empressé d'ouvrir le port de la Vera-Cruz à tous les pavillons indistinctement.

Les batimens français et étrangers qui se trouvaient à la Vera-Cruz, allaient commencer le déchargement de leurs marchandises.

Nous avons enfin reçu des nouvelles pacifiques du Mexique. Dieu soit loué.

La paix a été signée par l'amiral Baudin pour la France et par Gorostiza et Victoria pour le Mexique. Bon n'attendait que la ratification du congrès pour donner à cet acte l'authenticité solennelle qu'il doit avoir.

Nous ne savons pas officiellement quelles sont les bases du traité conclu; mais il est certain que le Brave Amiral n'aura point accepté des sacrifices indignes de lui et de la France: on peut être rassuré à lui en fait l'honneur. La seule chose contre laquelle il ait à se mettre en garde, c'est cet généreux chevalerie lorsque On parle de conditions par lesquelles la France ne réclamerait aucuns frais de guerre; mais ces nouvelles ne sauraient être vraies. On verra par la correspondance que nous publions aujourd'hui, (correspondance qui mérite toute confiance,) que les frais de la guerre sont, au contraire, formellement stipulés et devront être ajoutés aux $600,000 portées au dernier *ultimatum*.

Reste maintenant à savoir si le Congrès ratifiera le traité signé par ses ministres plénipotentiaires. Quoique bien convaincu de la duplicité du gouvernement de Bustamente, nous penchons pour l'affirmative et croyons que le traité sera ratifié parce que, après toute, l'intervention de Packenham est pour ce gouvernement un sauve de salut qui mauve les apparences et satisfait l'amour propre. S'il en était autrement, la foi la plus vulgaire resupercerait la foi punique.

Quoiqu'il en soit l'amiral vient de donner une nouvelle preuve du droit qu'il a de fivoriser le plus possible le commerce en général, en déclarant tout de suite le port de Vera-Cruz ouvert à tous les pavillons.

La France trouve en lui un digne representant.

Nous devons à l'obligeance d'une de nos respectables maisons de commerce, la communication suivante qui mérite toute confiance, la lettre dont elle est extraite, étant écrite par unepersonne à portée d'être bien informée.

Extrait d'une lettre de Vera Cruz, 9 mars 1839.

"Je n'ai vous annoncer que les affaires sont terminées. Il y a six jours que deux envoyés du gouvernement Mexicain sont arrivés à Vera-Cruz pour traiter avec l'amiral. Les conférences ont commencé il y a trois jours. Les Mexicains voulaient que les conférences eussent lieu à bord d'une frégate anglaise, mais l'amiral n'a consenti à traiter qu'à son bord ou à terre: ce qui a eu lieu. Les 7 les conférences ont commencé, et l'on s'est à peu près mis d'accord et l'amiral a accepté un dîner à terre où se trouvaient tous les consuls et agents des puissances étrangères. Le soir on a tiré un beau feu de fusées.

Ce matin l'amiral est demeuré à terre jusqu'à 11 heures l'on est arrêté et les signatures sont apposées. Peu après un courrier est parti pour Mexico pour en donner connaissance au gouvernement. On a accordé 15 jours pour recevoir une réponse.

Il paraît que tout a été accordé comme le demandait la première capitulation, et l'amiral a obtenu de plus que tous les frais de la guerre et toutes les dépenses faites pour les expulsés lui seront payées et que le gouvernement Mexicain accorderait en outre à ces derniers une indemnité de $200,000. Cette clause a été accordée sur l'arbitrage d'une nation neutre nommée par effet et que l'on croit être l'Angleterre. Voilà ce que disent toutes les personnes bien informées et qui sont à la vérité. Seulement ce n'est pas officiel: les arrangements ne devant être publiés qu'au retour du courrier qui doit apporter la réponse du congrès.

Il paraît que tout se passe bien pour l'organisation de la douane, on s'occupe également de la question de l'ordre du déchargement des navires.

Il paraît positif que l'amiral s'est reservé de prendre dans le fort toutes les belles pièces de canon en bronze qu'il contient de Louis XIV. On sortait même commence à en mettre à bord de la frégate de l'amiral.

10 heures 1/2 du matin.

Par la goélette *Southerner*, capitaine Gaylord, arrivée de Matamoras en neuf jours, nous apprenons une escarmouche a eu lieu le 10 courant aux environs de cette ville entre les Centralistes et les Fédéralistes. Ces derniers ont considérablement souffert et ont été obligés de battre en retraite. Rien d'ailleurs de nouveau.

MAINE.

La lettre que nous insérons de notre correspondant Washington contient des détails d'un grand intérêt sur la question en litige entre le gouvernement de cet état et le nôtre; ces détails se trouvent entièrement confirmés par les avis que nous recevons de New York par la malle expresse du 12 courant.

Nous apprenons par le Bangor Whig que deux compagnies sous les ordres du capitaine Manfield et Fish ont été envoyées de Houlton pour occuper une position éloignée de cette ville d'environ 35 milles, y établir quelques moyens de défense et protéger la marche de nos troupes à travers un désert qui est à environ soixante chaines de la ligne indiquée par le traité de 1783. Les habitants de cette partie du territoire sont en force considérable; quatre compagnies sont en ordre de se porter vers l'Aroostook, et le reste toutes suivre dans quelques jours.

Différents bruits confirment les nouvelles que nous avons eues, que sir John Colborne s'occupait activement à prendre des mesures pour coopérer avec New-Brunswick

L'Etat du Maine, cependant semble être sur le qui vive: il paraît attentif à tous les mouvements de ses adversaires, et paraît décidé à ajouter très peu de cas aux protestations de paix de sir John Harvey. Les journaux de l'Etat disent que malgré les représentations des *Blue noses*, le gouverneur Harvey est bien déterminé à occuper militairement le territoire contesté jusqu'à ce que les forces du Maine se soient retirées. Les troupes anglaises se réunissaient près de la rivière Madawaska et les nôtres près de l'Aroostook: ainsi les unes et les autres étaient également sur le territoire contesté.

Six compagnies ont quitté Bangor le 9, se rendant à Houlton, à cette date les troupes qui étaient à Augusta s'élevaient à 1000 hommes, et à toute heure il en arrivait de nouvelles.

Le Courrier de St. Johns dit, que le navire Crocket, capitaine Stewart, était arrivé dans la matinée d'Halifax, avant à son bord six officiers et 180 hommes du 66ème régiment, sous les ordres du major Hawkes. Ces troupes devaient se rendre à Fredericton. Voici ce que dit le Courrier de St. Johns à cujet des mesures qu'a prises la législature de cette province: "Il a été reçu un message du gouverneur, contenant que les circonstances actuelles nécessitent l'appel d'une partie de la milice, dont 850 hommes devraient être choisis pour se tenir prêts à marcher aussitôt que le cas l'exigerait. Sur ce nombre, cependant étaient déjà enrôlés, pour lesquels la paie et provisions de bouche devraient être fournies, jusqu'à ce que de nouveaux arrangements pussent être faits par le gouvernement de Sa Majesté.

Il nous dit que le jour suivant, la chambre a répondu au message de Son Excellence, en mettant à sa disposition la somme de £10,600, ce qui, jointe à celle de £1000 votée par la corporation de St. Johns, prouve d'une manière évidente que nos voisins sont bien disposées à seconder notre gouvernement par tous les moyens qui sont à leur pouvoir. Une allocation de £500 a été faite par le législature pour l'équipement d'un corps de dragons légers."

Il paraît cependant que la visite du général Scott à Augusta n'a pas été sans effets. D'après les journaux du Maine, ce général ne devait point réussir à amener le gouverneur Fairfield à des idées un peu pacifiques.

Les avis que nous recevons aujourd'hui, nous informent du contraire. Par suite des conférences qui ont eu lieu entre ce général et le gouverneur du Maine, il paraît, dit-on, disposé à envoyer à la législature un message d'une nature pacifique. Les préparatifs n'en continuaient pas moins des deux côtés.

PLATTSBURGH, N. Y. 5 mars

Par une lettre reçue en ville hier soir, ainsi que d'autres nouvelles que nous donne une personne venue directement de la partie Est du lac, nous sommes informés que les autorités anglaises du Canada, ont positivement pris possession de la partie du territoire contesté sur cette frontière, en même temps que de la position du fort de *Bourse's Point*, [illegible] pavillon et en y stationnant des [illegible] qui est près, elles ont enrôlé [illegible] cette ligne.

ASSEMBLÉE

A une assemblée [illegible] ligs des deux chambres de [illegible] maison d'Etat, le [illegible] M. [illegible] résidant, et Mr [illegible] secrétaires.

[illegible] assemblée avait lieu ayant [illegible] un comité de trois membres serait [illegible] pour à des résolutions et les présenter à [illegible] l'assemblée.

En conséquence le président nomma Messrs. C. M. Conrad, A. Cousin et William Dunbar, qui rapportèrent les résolutions suivantes qui furent adoptées à l'unanimité

Resolu, que des délégué soient nommés pour représenter les Whigs de la Louisiane, dans toute convention whig générale qui pourra être tenue à l'effet de choisir et nommer un candidat à la présidence et à la vice présidence des Etats Unis, à la prochaine élection.

Resolu en outre, que les Whigs de la Louisiane conviennent une haute opinion de l'intégrité, de l'habileté et du patriotisme de HENRY CLAY du Kentucky, recommandent respectueusement sa nomination comme candidat whig pour la présidence des Etats-Unis.

Resolu que malgré la prédilection exprimée ci-dessus, ils requièrent leurs délégués de se joindre pour obtenir toute autre personne qui pourrait recevoir la majorité des voix dans la convention.

Résolu que les dits délégués sont autorisés à remplir tout vide qui pourrait résulter de la résignation de l'un d'eux ou d'autres motifs.

En conséquence, ont été nommés à l'unanimité, délégués de l'Etat de la Louisiane,

Les Hon.	E. D. White,	F. Gaisnié,
"	Rice Garland,	F. A. Ducros,
"	Alex. Porter,	Geo. M. Graham,
"	Ths. W. Chinn,	A. Ledoux,
MM.	Alex. Barrow,	W. H. Sparks,
	Jacques Toutant,	Cyprien Dupré.

Résolu en outre, que copie de ces résolutions soit remise à chacun des délégués ci-dessus nommés, et que quiconque d'entr'eux qui ne pourrait remplir sa mission, soit requis d'en informer les autres délégués.

Résolu sur motion, que les mesures et dessus, soient publiées dans tous les journaux de l'Etat, attachés à la cause Whig.

Sur motion, l'assemblée s'ajourna.

WALTER BRASHEAR, Président.

THOMAS R. PATTEN, ALBERT HOA, } Secrétaires.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

WASHINGTON, 13 mars 1839.

Il est maintenant bien décidé qu'aucun message spécial ne sera envoyé en Angleterre, jusqu'à ce qu'on soit informé de la décision de la Grande Bretagne sur les difficultés de la frontière, et si à cette époque quelqu'un est nommé, ce sera une personne du Maine ou du Massachusetts.

Nous avons les journaux de Montréal du 7 et ceux de Quebec du 4 courant. Le message du président relatif aux difficultés du nord-est, ainsi que le protocole de MM. Flox et Forsyth, avaient été reçus à Montréal et étaient considérés comme devant empêcher toute rupture.

Le capitaine Buchanan, porteur de dépêches de sir John Harvey était arrivé à Quebec le 2 mars, il rapportait que sir John attendait des dépêches du ministre anglais à Washington, et croyait fermement que cette affaire se terminerait à l'amiable.

Une lettre de Bangor du 7 courant-dit, que lord John Colborne, gouverneur général des provinces anglaises du Nord de l'Amérique fait de grands efforts pour soutenir Sir John Harvey; que ce dernier de son côté fait de rigoureux préparatifs, pour le cas où l'on en viendrait à une rupture; et qu'il a défendu aux journaux de sa province de publier aucun rapport sur les mesures qu'il prend ainsi que sur l'arrivée des troupes.

L'esprit de guerre paraît diminuer à Portland et dans ses environs. L'honorable Reuel Williams, sénateur des Etats-Unis de l'Etat du Maine, était arrivé dans cette ville et avait harangué le peuple; on dit que le ton sur lequel il a parlé a été de cinq cents pour cent plus calme et plus doux qu'il ne l'avait été quinze jours avant au sénat. L'on croit qu'il a été envoyé par le cabinet de Washington pour tâcher de ramener les habitans du Maine à des idées plus pacifiques.

Le général Scott a été reçu par le gouverneur et le conseil à Augusta. Il a fait un discours à la manière d'un Etat, dans lequel il a parlé de la manière la plus avantageuse des soldats du Maine, qui avaient servi sous lui dans la dernière guerre. L'on ne dit rien encore de la réponse que feront les autorités du Maine aux recommandations de Van bureau. Il n'y a rien dans les journaux dont on puisse induire que le Maine abandonnera l'occupation militaire du territoire contesté.

Les journaux de New-Brunswick parlent aussi chaudement que ceux du Maine. La milice de cette province était continuellement occupée à faire des manœuvres militaires et à s'exercer au maniement des armes. L'effervescence et l'agitation sont cependant locales, et ne sont pas plus répandues dans les autres provinces anglaises du nord de l'Amérique, que la fièvre de guerre du commandant de l'armée du Maine n'a gagné les autres états de l'heureuse Union.

De grandes dilapidations ont été découvertes dans le bureau des postes, à Concord, N.H. C'est encore un triomphe à ajouter à ceux de la *spoil-trésorie*.

Les nouvelles politiques de New York sont très favorables à la cause whig. Les élections de l'Etat commencent à avoir lieu dans différentes Villes; et tout ce qui était resté à élire, le sera dans le courant de septembre et entièrement dimanche. Les whigs emportent tout devant eux. M. Talfindge fera des progrès triomphants dans tout son Etat.

Plusieurs élections ont eu lieu dans le Maryland, pour suppléer aux postes vacants à la Législature, et dans toutes les whigs l'ont emporté. C'est Etat est aujourd'hui dans les meilleures dispositions sous la nouvelle organisation du parti whig. Toutes les haines et les préférences privées, qui ont été la cause de la défaite d'octobre dernier du candidat whig pour gouverneur, ont été mises de côté, l'on a pris la détermination bien positive d'agir avec chaleur et avec activité pour la cause whig. Mr. Clay peut être sûr de cet Etat, puisse-t-il être le candidat de la Convention Nationale! Mr. Clay est aujourd'hui candidat du Maryland: mais cet Etat adoptera le candidat whig quelqu'il soit, qui aura été adopté par la convention.

La cinquantième anniversaire de la Constitution des Etats-Unis a été célébrés dans cette ville le quatre courant, d'une manière tout-à-fait remarquable.

Les arguments de Mr. Webster sur les cas de corporation de la Cour de Circuit des Etats-Unis de l'Alabama ont été rapportés en entier. La décision de la cour a été conforme à ces arguments et l'une et les autres méritent la plus grande publicité, parce qu'elles soutiennent ce grands principes conservatifs, qui sont la dernière sauve-garde de nos droits et de nos institutions.

DILAPIDATIONS DE PRICES.

Price a soldé de fortes sommes au Gouvernement comme procureur de district.

Ces dilapidations donnent être attribuées lo. à ce que feût Price n'offrait aucune garantie morale aux époques de sa nomination et de sa renomination; comme depuis. 2o. la coupable négligence des officiers du trésor.

Exactitude des ETATS remis par le Collecteur actuel de NEW-YORK.

Le Courrier et Enquirer déclare que ces Etats ne sont point exacts parce qu'ils comprennent rarement les sommes reçues pour droits en suspens et jamais les sommes reçues sous protêt, que cet officier a méconnu les instructions du trésor et les a violées dans ses Etats; qu'il a bravé ouvertement les ordres du Secrétaire de la trésorerie, et a refusé de se conformer à la décision officielle de l'agent légal du trésor, et qu'il garde illégalement en ses mains toutes les sommes reçues sous protêt.

Il est à du reste refusé de montrer les livres de caisse et de banques ce qui a empêché le comité de compléter les investigations sur ce point; qu'il paraît néanmoins avoir mêlé les fonds du gouvernement avec les siens, et avec ceux de *ses clients* et qu'il en a fait le dépôt sans mentionner aucune distinction, ce qui rend la fraude très facile.

Que les états du *Naval officer* de New-York ne sont pas plus exacts que ceux du collecteur suivant la déclaration du *Deputy Naval Officer*. Et que ce fonctionnaire ne pourrait, d'après le système qu'il suit, déterminer le montant des bons admis par le collecteur en paiement de droits, ni le nom des parties qui ont souscrit ces bons, ni les dates ni les échéances de ces mêmes bons.

Quant à cette partie des instructions données par la chambre, relative aux "dilapidations qui peuvent avoir lieu présentement," le comité a eu trop de temps pour pouvoir faire une investigation complète. Néanmoins le comité a fait preuve sur les rapports du secrétaire de la trésorerie pendant la dernière session et celle-ci, des tableaux portant les noms des fonctionnaires prévaricateurs, le montant dû par chacun d'eux; leur correspondance avec le trésor et autres circonstances jouvant guider dans une investigation ultérieure. La correspondance d'une de ces fonctionnaire et surtout comment le président et le secrétaire de la trésorerie ont exécuté et fait exécuter les *lois*. Pour s'en faire une idée exacte il faut parcourir la correspondance même.

En conclusion le comité a constamment trouvé dans le cours de son investigation que les lois ne sont pas exécutées rigoureusement et qu'on tient peu de compte des circulaires de la trésorerie. En général les employés ne doivent leurs emplois qu'à une influence politique et l'administration ne semble pas avoir les obligé à remplir strictement leurs obligations.

Mr. George W. Hopkins a donné sa pleine sanction à cet important rapport.

On a bien voulu nous donner communication de l'extrait suivant, que nous nous empressons de soumettre à nos lecteurs:

Extrait d'une lettre de la Martinique.

ST.-PIERRE, 6 Février 1839.

A mon retour en ville, j'ai vu que l'on vous avait abreuvé une gazette, renfermant des détails recueillis sur le tremblement de terre. Ce qu'elle en dit est au-dessous de la vérité. Tous les jours on découvre de nouveaux maux. Depuis ce jour affreux, nous avons éprouvé une infinité de petites secousses, une surtout, dix jours après, qui a été assez forte et a ressenti un mal pour des plus grand que n'avait produit la première. Nous ne savons plus ce que nous allons devenir; la pauvre Martinique est en proie à la misère et à son comble, le courage est entièrement abattu; on ne s'occupe même pas de jeter les maisons qui menacent de s'écrouler. Tout est indifférent pour tous, un habitant seulement qui soutient le point de tomber sans avoir le courage d'en sortir, enfin tous en sont dans une stupeur affreuse. La ville du Fort Royal est tellement endommagée et ici la rue que j'habite est un monceau de décombres.

HISTOIRE D'UN PÉDANT MORT DANS UN ACCÈS DE BILE.

! ! ! ! ! ! ! ! ! !

Il était une fois un pédant nommé *Gérondif*. Cet homme était tout flanqué de syntaxe, tout gabionné d'*apographe*, et ne rêvait que participes et que retranchés. S'il avait eu seulement cette autre manie bien naturelle pas aujourd'hui de nécrologie à faire, mais il était de plus hargneux et vindicatif à l'excès.

En cela il avait grand tort, car si tout le monde n'est pas obligé d'avoir de l'esprit, tout le monde est obligé d'être honnête et bien-veillant.

Il arriva la tête haute et le front menaçant; il tenait d'une main la férule classique et de l'autre un traité sur la ponctuation. De prime abord, il injuria ses collègues et leur délivra signé de sa main, un brevet d'incapacité, lequel ne fut pas enregistré par le public.

On lui dit au nez lorsqu'il montra son traité de ponctuation, et on l'engagea à entrer dans la congrégation des êtres ignorantins.

C'est alors qu'il parla d'une saperbe traduction d'Horace, qu'il avait dans sa poche, traduction qui lui assurerait, disait-il, l'immortalité. On lui répondit qu'il n'en était pas de l'immortalité comme des olives, dont les poches et les sont les meilleures. Piqué au vif notre pédant voulut se faire imprimer et relier en veau.

Toute la Louisiane était dans l'anxiété la plus vive; jamais l'approche de la fièvre jaune n'avait causé terreur aussi profonde, lorsqu'heureusement intervint un arrêt émané du mont Parnasse ainsi formulé:

"Nous Apollon, président de la république des lettres, notre sénat consulté, défendons par les présentes au nommé Gérondif de porter une main sacrilège sur Horace notre favori le plus cher, attendu qu'un poète aimable, un philosophe plein de grâce et d'urbanité ne doit pas être la proie des pédants."

Lui ordonnons en conséquence de laisser dans sa poche, son maudit, si mieux il n'aime le mettre au cabinet. En cas d'infraction, condamnons ledit Gérondif à être exposé au carcan Bitériare, avec le bonnet-de Minos sur la tête, pour faire amende honorable.

Signé, BOILEAU, Secrétaire.

Cette menace produisit son effet; et la Louisiane fut sauvée.

Après un éclat pareil, notre pédant fut obligé de quitter les lieux témoins de son désappointement, et apparut à la Nouvelle-Orléans, le tribut de ses talents et de sa bile.

Il voulut d'abord cumuler les fonctions d'avocat et de magister, mais comme les causes n'arrivèrent pas plus vite que les élèves, il fut obligé de recourir à de nouveaux moyens.

M. Gérondif avait la parole haute et superbe, une grande opinion de son mérite, l'épine dorsale assez flexible, il trouva donc quelques prôneurs qui voulurent bien le croire sur parole, ce qui lui facilita l'entrée dans un journal en faveur.

Là, son style lourd et prétentieux, sa critique hargneuse et mesquine, ses vues étroites, l'eurent bientôt fait connaître; on lui rendit la justice qu'il méritait. C'est-à-dire qu'on le renvoya poliment.

Dès ce moment, l'irritation de notre Pédant fut à son comble, il jeta feu et flammes contre le journal qu'il avait naguères enrichi de ses savantes élucubrations, dans un article aussi stupide par la pensée qu'informe par les *formes*.

Il chercha une ignoble vengeance.

Il épucha, épluche, épluchа, les fautes d'orthographe et de ponctuation pour, accabler son adversaire.

Il lui fit répondu si sigourreusement que le pédant affolé, bafoué, mourut subitement dans un paroxisme de rage.

Mais il avait encore en expirant la menace à la bouche; et on entendit murmurer sur ses lèvres glacées, les mots *partiepe*, Abeille.

M. Supin qui accompagnait ses dépouilles mortelles fit graver sur son tombeau l'épitaphe suivante.

"Ci-gît l'infortuné Gérondif, la gloire de l'adverbe
" et l'espoir du partsipe.
" Il mourut au champ d'honneur suffoqué par
" la Bile et le pou retranché.
" Pédans donnez une larme à sa mémoire et ne l'imitez pas.

MADEMOISELLE DAVENPORT.

Mademoiselle Davenport dont les journaux du nord ont fait tant d'éloges, doit donner prochainement une soirée à la salle de bal de l'Hôtel St. Louis.

A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

J'ai examiné avec attention le bill intitulé " acte pour accélérer la construction du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et de Nashville, et pour amender la charte de la Compagnie de la Banque de la Bourse et pour d'autres objets, etc.; je suis fâché de ne pouvoir donner un sanction pour les raisons suivantes:

Ce bill pourrait lo. A une complète réorganisation du bureau des directeurs du chemin de fer de la Nlle-Orléans et de Nashville.

2o. A augmenter jusqu'à $5,000,000 le capital de la Banque de la Bourse, dont la charte originelle, fixait le capital à $2,000,000, et a bâtir un hôtel.

3o. A l'émission des bons de l'Etat pour un montant de $5,000,000, en faveur de la Banque de la Bourse, avec les mêmes sécurités que celles exigées de la Banque de l'Union, et en considération de cette émission la banque de la Bourse devra payer un bonus de $1,250,000, pour faire face à un montant égal d'actions de la compagnie du chemin de fer de la Nlle-Orléans et de Nashville, devant être souscrites par le trésorier, pour le compte de l'Etat.

4o. Si l'émission de $1,000,000 des bons de l'Etat, en faveur de la Banque des Améliorations, corporation également créée dans le but de construire un hôtel. Cette somme étant garantie par une hypothèque sur le dit hôtel.

5o. A l'abrogation de la 49me. section de l'acte pour incorporer la Compagnie de la Banque du Gaz de la Nlle-Orléans.

Il est à regretter qu'on ait amalgamé dans un même bill des sujets différents n'ayant entr'eux aucune connexion: une pareille marche ne peut que jeter de la confusion dans notre législation. Ce serait un bill obligé l'agir sur la bill tel qu'il se comporte, et ses objections à une partie quelconque doivent entraîner la perte du bill dans son entier.

De tous les systèmes de banque, celui dont la Louisiane a à se louer dans l'exemple par la création de ses banques hypothécaires, est dans mon opinion le meilleur et le plus sûr. Il doit être encouragé, parce qu'il est base sur les propriétés foncières du pays, et introduit des capitaux étrangers à un intérêt modique tandis que les profits provenant du privilège de banque et du taux élevé de l'intérêt demeurent dans le pays, et deviennent la propriété de l'Etat et des actionnaires. Une partie de ce bill est basée sur ce système, mais il paraît néanmoins en différer sur plusieurs points très importans.

La 7me section porte le capital de la banque de la Bourse à cinq millions, et la 9me section exige que tous les actionnaires garantissent leurs actions de la même manière qu'il est exigé par la charte de la banque de l'Union. Les actionnaires de la banque de l'Union garantissent huit millions pour sept millions de capital emprunté sur les bons de l'Etat, tandis que l'après les sections ci-dessus mentionnées, le montant des actions qui devront être garanties, et le capital à emprunter sont semblables. C'est évidemment une inégalité.

L'Etat n'a droit qu'à la nomination de trois directeurs sur neuf, tandis que dans d'autres banques reposant sur des hypothèques, l'Etat nomme autant de directeurs que les actionnaires.

La banque de l'Union n'a d'autre *bonus* à payer qu'un sixième de ses bénéfices nets, lesquels ainsi que tous les autres profits, restent dans la banque comme fonds d'amortissement pour garantir le paiment de l'intérêt et le remboursement des bons: cette banque transigeant ses opérations avec un profit de $294,000 sur ses bons. La banque de la Bourse, au contraire commencer les siennes avec une perte de plusieurs 1,250,000, c'est-à-dire un quart de son capital. Il est vrai que la banque de l'Union n'a droit de percevoir que 7 pour cent d'intérêt, tandis que la banque de la Bourse le fait d'avance, et je suis porté à croire que pour elle, la perte sera compensée par l'intérêt plus élevé qu'elle peut exiger.

Ces calculs n'ont pas détruit mes doutes; il semble évidemment qu'il existe une erreur, en comparant le capital de la banqué de l'Union, qui a donné un bénéfice dans la vente des bons de $294,000 avec celui de la banque de la Bourse qui n'annonce ses opérations avec une perte de $1,250,000. Et les profits sur des dépôts supposés et la circulation calculés $1,000,000 me paraissent en pareille matière, exagérés.

J'ai eu devant moi la preuve qu'en doit plutôt se baser sur des faits, que sur des théories, par la pétition que la banque de Carrollton a dernièrement adressée à la Législature, demandant à être délivrée du fardeau de la charte qu'elle avait bien voulu accepter de l'Etat. Référence ayant été faite à une des banques hypothécaires, j'adressai la circulaire marquée C, aux directeurs de ces banques. Les réponses sont marquées D. E. F. G., et sont sous mes yeux.

Je dois avouer qu'au lieu de dissiper les sont augmenté mes doutes sur l'exactitude des calculs faits par la Banque de la Bourse. Les prêts de la Banque de l'Union sur ses dépôts et sa circulation et sur un capital de $9,000,000, s'élèvent ensemble à $1,000,000— un même montant est reclamé par la Banque de la Bourse pour un capital de $5,750,000. Les calculs sont basés sur un intérêt de 5 pour cent, tandis que les bons étant payables en Europe, coûtent actuellement 5 1/2 pour cent à deux pour cent d'escompte hypothécaires. Un des caissiers affirme que les frais que l'on aurait à supporter ici pour un paiement à Londres de 5 pour cent d'intérêt sur $100 dont 75 auraient été reçus (comme dans le cas de la Banque de la Bourse) seraient de 7 1/2 pour cent sur le montant reçu. Il dit en outre que, déduction faite de tous les frais, la banque, à 7 1/2 pour cent d'escompte, ne pourrait que remburser à l'expiration des 27 années et demie, les pertes supportées par son capital à l'époque de ses premières opérations. La question suivante ayant été posée à un autre caissier, quel escompte faudrait-il pour rembourser les pertes sur le capital et racheter les bons dans 27 année et demie? Il répondit qu'en ajoutant sur un capital de $2,000,000, il eut porté à environ 9 pour cent d'escompte serait nécessaire pour traiter dans les parties dans 27 ans et demi, avec des privilèges de banque.

Cette partie du bill qui ordonne l'émission d'un million de plastres de bons de l'Etat en faveur de la compagnie de la Banque des Améliorations, ne saurait obtenir mon approbation:

1o. Parce que je ne considère pas, comme suffisante la garantie offerte, tout incapital de cette banque étant employé dans un seul édifice qui est de trop grande valeur pour être couvert par une assurance, et qui peut être détruit par le feu.

2o. Parce que je crois que l'assemblée générale n'aurait jamais consenti à engager la foi de l'Etat en faveur de la banque, si elle avait été informée (comme il paraît par la pétition marquée H) que cette banque a acheté ses propres actions sur valeur réelle de sa charte, et qu'elle a ainsi réduit son capital de plus d'un cinquième.

[Signé] A. B. ROMAN.

20 mars 1839.

COMMERCIAL.

MARCHÉ DE NEW-YORK, 11 Mars.

Les faits de toutes descriptions ont encore laissé au soufflon, et le marché a été calme. La banque des Etats Unis a été fermée, et avec une somme de 20 millions la banque de Gimmerce a été autorisée à 7 1/2 pour cent d'escompte. Les banques de Philadelphie et Baltimore ont suivi cet exemple. La banque de Kentucky a aussi fermé son bureau des Commissions. Le change avait monté en hausse.

Nous avons maintenant hier la suspension des paiements en espèces de la banque de l'Etat de Illinois, pendant un laps de temps de 60 jours. Nous apprenons aujourd'hui qu'il en a été de même de la banque de Kentucky à Louisville, étant accordée à ces deux banques par leurs chartes respective, ces suspensions n'ont pas produit un grand émoi. Le gouvernement de la banque de l'Etat de Géorgie a fait à l'époque de sa suspension de $15,000, ce qui présente une augmentation de $1,000 depuis son état de situation de juin 1836.

Différentes des affaires politiques du Maine paraît n'a voir encore produit aucun effet sur le change que sur l'arrivée des gros fardeaux dans les opérations auxquelles une telle crise la guerre sera le résultat des événements actuels, et l'on croit généralement que d'ici à quelques mois, quelque forte que pourrait être les mises à découvert, il ne tuera avec l'Angleterre vient à avoir lieu. Les expéditions continuent, et le fret est considérablement bien maintenu.

NEW-YORK, 10 Mars.

Les opérations du fonds d'hier ont montré une dépression bien assez forte, bien que les ventes aient été plus considérables que hier.

Voici la diminution du prix d'hier sur cette de Pennsylvanie banque des Etats-Unis 1 pour cent; Dry Dock, 4; Phenix Bank, 1; Farmers' Loan and Trust, 1; Girard Bank, 1; Manhattan and Hudson Canal company 1/4; banque de Kentucky 1; Harlem rail road 2; Mohawk rail road 1.

Un article général aujourd'hui est la spéculation à l'égard des fortes sommes, [illegible]

Une autre spéculation à l'égard des [illegible] et à l'effervescence causées par les troubles du Maine, pour nous bien que les craintes d'une rupture avec l'Angleterre aient passablement diminué, elles persistent cependant que, c'est à cela seul que l'on peut attribuer la baisse qui est si subitement intervenue dans nos fonds, sans qu'il y ait aucune autre cause.

BALTIMORE, 12 Mars.

FARINE—Les ventes de la nuit dernière se sont élevées à 1000 barils, à 5 dollars 50 cents pour la qualité ordinaire; 5 dollars 62 1/2 pour la qualité supérieure, et 5 dollars 75 cents pour la qualité extra. Aujourd'hui les prix n'ont pas dépassé $5.50, représentant les détenteurs demandant généralement $5.62 1/2.

Nous recevons pour les prix courants par 27 et 28 à 2 3/4. Les dernières ventes des Cuirs Mulle se sont faites à 2 3/4. Nous ne connaissons aucune vente depuis 2 jours.

WHISKEY—$1.30. Quelques ventes ont eu lieu depuis 2 jours à 1.27 et 1.28 cents en baril. Le prix des Wagons, en baril est de 28 cents sans le baril.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIÉS.

Navire Empire, Baker, New York, L H Gale
St. Mary, Foster, do P Laidlaw
Pontoon, Foote, Havre, P Aroley
Barque Bashaw, Freeman, Boston, Stetson & Avery
Brick Luna, Nason, do S & J P Whitney
Grecian, Lemont, Philadelphie, Kibler & Read
Hecla, Whiting, New York, J A Merritt
Ann Smith, Eastern, Matanzas, C G & co
Goel. Delaware, Magies, Matagorda, W Brown
Goel. Glide, Hallet, Boston, E A Bridge
Sloop Mary Elisabeth, Harris, Pensacole, capt
Bateau à vapeur Columbian, Winnie, Galveston, Smith & Voorhies

ARRIVÉS

Bateau de remorque Tiger, Beebe, des Passes, avec le navire Columbiana et les goels. Edward Preble et Southerner. Laisse la barre N. E. 20, à 9 heures a. m., annonce une goelette en dehors de la passe S. O. Rien de nouveau dans le fleuve.

Navire Columbiana, Barker, de Boston
Brick Mary & Caroline, Cole, de Vera Cruz
Brick Kenhawa, Welch, de Tobasco,
Brick Virginia, Jordan, de Gaine's Ferry,
Goel. Southerner, Gaylord, de Matamoras.
Goel. Edw. Preble, Baker, de la Havane.
Goel. Temperance, Bibb, de Matagorda.
Goel. Ballance, Stronach, de Vera Cruz.
Goel. Water Witch, Dupuis, de Vera Cruz.
Goel. Caledonia, Potter, de la Havane.
Goel. Albert, Hamilton, de Franklin
Bat. à vapeur Bridgewater, Wright, de Tchula
Bat. à vapeur Norfolk, Smith, de Pittsburg.
Bat. à vapeur Rodney, Werntmore, de Lafourche.
Bat. à vapeur Ellen Douglas, Mc Rodney
Bat. à vapeur Levant, Laurent, du Bayou Sarah.

MEMORANDA.

Goelette Vanda et une autre goelette étaient à Tabasco le 10 mars, pour la Nouvelle Orléans sous peu.

Brick Oakhill et Martha partis de ce port pour New York le 11; brick Envoy, Dunn, de New York à cette destination, partis le 8 & 5 milles Ouest de la barre de Tabasco durant un mauvais temps. On avait abandonné le navire après avoir pris ses agrès.

Le Huitou des passagers peuvent être pris à bord du navire MARENGO, capitaine Larkin, qui partira pour le Havre sous peu. F. PERRET,
23 mars—4 56, rue Toulouse.

LAVIS—Le sac aux lettres du navire PROPONTIS, capitaine Mason, sera ouvert au bureau du aussigné, à 5 heures P. M. L. H. GALE,
22 mars 93, rue de la Commune

A l'Editeur de l'Abeille.

Monsieur—Veuillez annoncer Mr H J LYND comme candidat à la place d'alderman du 1er district de la première municipalité et qu'il sera soutenu par un grand nombre de votans.

Messieurs les Editeurs de l'Abeille.

Veuillez annoncer dans votre journal, L. C. GAIENNIE, candidat alderman du 3ème District et John CULLIARTON, candidat alderman du 2nd. District de la Municipalité No 3, à l'élection prochaine.

UN GRAND NOMBRE DE VOTANS.

A l'Editeur de l'Abeille.

Veuillez annoncer dans votre journal que Mr GABRIEL MONTAMAT, à la sollicitation d'un grand nombre de votants du 1er district de la 2ème municipalité, a consenti à être candidat à la prochaine élection des aldermen.

Les personnes suivantes seront soutenues à la prochaine élection d'aldermen par un grand nombre de votans dans les 1er. 2nd et 3ème. districts de la 2ème. Municipalité.

GABRIEL MONTAMAT,	
S. BLOSSMAN	Pour le 1er dist.
SAM. S. RELF,	
G. Y. BRIGHT,	Pour le 2d. district.
WM. DEBUYS,	
F.